













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations d'entretien et de nettoyage des bâtiments
du CNRS Délégation Occitanie Est**

CNRS OCCITANIE EST
1919 Route de Mende
34293 Montpellier Cedex 5

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations d'entretien et de nettoyage des bâtiments du CNRS Délégation Occitanie Est
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Avec
	Critère environnemental	Avec
	Durée initiale	24 mois
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	5
1.6 – Reprise du personnel	5
2 – Pièces Contractuelles	5
3 – Sous-traitance.....	6
4 – Mesures de sécurité et protection des données à caractère personnel.....	6
4.1 – Mesures de sécurité particulières.....	6
4.2 – Autorisations d'accès des personnels du titulaire et de ses sous-traitants.....	7
4.3 – Précisions relatives aux sous-traitants du titulaire.....	8
4.5 – Mesures de portée générale	8
4.6 – Protection des données à caractère personnel	9
5 - Durée et délais d'exécution	10
5.1 - Durée du contrat	10
5.2 - Reconduction	10
6 - Prix	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	10
6.2 - Modalités de variation des prix.....	11
7 - Garanties Financières	11
8 - Avance	11
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	11
8.2 - Garanties financières de l'avance	12
9 - Modalités de règlement des comptes	12
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	12
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
9.3 - Délai de paiement	13
9.4 - Paiement des cotraitants.....	13
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
10 - Conditions d'exécution des prestations	14
11 - Clause sociale d'insertion par l'activité économique.....	14
12 - Constatation de l'exécution des prestations	14
12.1 - Vérifications	14
12.2 - Décision après vérification	15
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	15
14 - Pénalités.....	15
15 - Assurances.....	17
16 - Clauses de réexamen.....	18
17 - Résiliation du contrat	18
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	18
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
18 - Règlement des litiges et langues	19
19 - Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des prestations d'entretien et de nettoyage, y compris la fourniture de consommables, pour les bâtiments des campus Route de Mende et Arnaud de Villeneuve du CNRS Délégation Occitanie Est.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les spécifications techniques attendues sont décrites dans le CCTP joint à la présente consultation.

Lieu(x) d'exécution :

- Campus Route de Mende (RDM) : 1919, route de Mende - 34293 Montpellier Cedex 5
- Campus Arnaud de Villeneuve (ADV) : 141, rue de la Cardonille - 34000 Montpellier Cedex 5

Cette consultation comporte une clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi, dont le détail est donné dans l'annexe n°1 du présent CCAP.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou en tranches.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le contrat est un accord-cadre mixte à bons de commande et marchés subséquents, passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-2 à R. 2162-9, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Cet accord-cadre est mono-attributaire et s'exécute par bons de commande et marchés subséquents.

Pour des besoins non anticipés au préalable, des marchés subséquents spécifiques pourront être conclus sur la base de devis de la part du titulaire.

Il s'agit d'un accord-cadre sans minimum et avec un maximum fixé à **3 000 000 € HT** pour l'ensemble de la durée du marché (reconductions, modifications et prestations similaires comprises).

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour les prestations forfaitaires régulières faisant l'objet de la DPGF : Pour ces prestations, à savoir le pilotage, les prestations de nettoyage comprenant le nettoyage général des locaux, la vitrerie intérieure, et la collecte ainsi que l'évacuation de déchets, un bon de commande sera émis annuellement, puis en cas de reconduction pour chaque période reconduite.

Pour les prestations ponctuelles à bons de commande faisant l'objet du BPU : L'accord-cadre est exécuté pour ces prestations par émission de bons de commande selon les besoins du CNRS au cours du marché.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant par email ou courrier postal. Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourront être honorés par le titulaire.

L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions dans des délais raisonnables.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations (à savoir un délai de 15 jours maximal au titre de l'article 3.7.2 du CCAG FCS) ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;

- le montant du bon de commande ;

En application de l'article R2162-5 du Code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Ils peuvent être adressés dès la notification du présent accord-cadre et jusqu'à son terme. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration de l'accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser un (1) mois à compter de l'émission du dernier bon de commande.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

La valeur estimée de ce nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires est de 1 500 000,00 € HT.

1.6 – Reprise du personnel

Le titulaire est soumis à l'obligation de reprise du personnel affecté à l'exécution du précédent marché dans les conditions prévues à l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et de services associés du 26 juillet 2011.

Voir l'annexe n°5 du CCTP pour la liste du personnel transférable.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas à l'origine des données transmises, les candidats ne pourront donc pas engager la responsabilité du pouvoir adjudicateur en cas d'erreur sur les données.

2 – Pièces Contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (annexe n°1 : Désignation des co-traitants et la répartition des prestations, et annexe n°2 : Engagement relatif à la clause obligatoire d'insertion et de promotion de l'emploi) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe n°1 (Clause obligatoire d'insertion et de promotion de l'emploi) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (annexe n°1 : Niveau de prestation minimum par bâtiment, annexe n°2 : Spécificités de nettoyage par bâtiment, annexe 3 : Surfaces détaillées, annexe 4 : Cadre de réponse au mémoire technique et annexe 5 : Reprise du personnel) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, et modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022 apportant des précisions sur les modalités de règlement ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

NB : Seul l'acte d'engagement sera signé par les deux parties, contractualisant ainsi ses annexes et toutes les autres pièces contractuelles énumérées ci-dessus.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou dans une documentation quelconque fournie par le candidat et contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

3 – Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Au titre de l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, en ce qui concerne les sous-traitants, l'offre du soumissionnaire devra comporter non seulement les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire mais également le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix et le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat devra également remettre à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion tel que prévu aux articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du CCP.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent (voir le document joint à la présente consultation).

En complément du formulaire DC4, le titulaire du marché doit fournir une attestation de régularité fiscale et sociale du sous-traitant, ainsi que ses références professionnelles afin que l'acheteur public soit en mesure d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières de chaque candidat et de ses sous-traitants dans les conditions fixées aux articles L. 2131-1 et L. 2132-2 du CCP. A cet effet, il peut donc exiger les renseignements ou documents mentionnés dans la liste exhaustive fixée par l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique. L'attestation de régularité fiscale, pour le candidat et ses sous-traitants, peut être exigée dès le stade des candidatures.

La sous-traitance est régie par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le titulaire du marché peut également déclarer un sous-traitant en cours d'exécution du marché selon les modalités fixées dans le Code de la commande publique.

NB : Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture (services ou travaux de pose ou d'installation).

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité dont les modalités sont définies à l'article 1.6 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 – Mesures de sécurité et protection des données à caractère personnel

Le pouvoir adjudicateur communiquera au titulaire toutes les procédures d'accès aux locaux et aux installations nécessaires à la réalisation des prestations. Le personnel du titulaire ainsi que ses sous-traitants éventuels se conformeront également à respecter les obligations d'hygiène, de sécurité et de confidentialité applicables dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

4.1 – Mesures de sécurité particulières

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le titulaire, ses personnels

et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (*applicable à compter du 1^{er} janvier 2025*) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le titulaire, ses personnels et ses sous-traitants seront soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

4.2 – Autorisations d'accès des personnels du titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant a minima les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre (exécuté par bons de commande).

Les informations demandées au titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre de l'accord-cadre (exécuté par bons de commande).

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales au titre des articles L. 8221-1 et s. du code du travail (délit de travail dissimulé) et des articles 441-1 (délit de faux et usage de faux), 313-1 (escroquerie) et 321-1 (recel) du code pénal. Au-delà des poursuites pénales, la responsabilité civile contractuelle (indemnisation du préjudice subi par la personne publique ou le titulaire du marché), la responsabilité administrative (risque de résiliation du marché public au frais et risques du titulaire) et l'interdiction de soumissionner à de nouveaux marchés peuvent être des conséquences à ce maintien en l'absence d'agrément.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (à compter du 1^{er} janvier 2025).

4.3 – Précisions relatives aux sous-traitants du titulaire

Dès lors que l'exécution des prestations de l'accord-cadre a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 4.1 et 4.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la Commande publique sont celles prévues à l'article 3 du présent CCAP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article 1.2.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, l'accord-cadre (ou ses bons de commande), pour faute du titulaire et à ses frais et risques.

4.5 – Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le titulaire de l'accord-cadre et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au titulaire lors de la notification de l'accord-cadre. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au titulaire.

Le titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent accord-cadre (exécuté par bons de commande) ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent accord-cadre, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre de l'accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent accord-cadre peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du titulaire, sans indemnité et à ses frais et risques.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent accord-cadre sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants

à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché.

4.6 – Protection des données à caractère personnel

Obligations des parties

Toutes informations relatives à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée grâce ces informations, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres, transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché, ou dont le titulaire peut avoir connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations, constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent contrat et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement, le titulaire du marché et ses sous-traitants, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligation du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité. Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution que d'une partie des prestations à une autre entité et ne peut procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent contrat. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **24 mois**.

Le marché entre en vigueur à compter de sa notification. La date de notification est la date de réception de la copie de l'accord-cadre signé des deux parties au titulaire (sur PLACE).

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

Cet accord-cadre est reconductible tacitement **deux (2) fois** pour une période de **douze (12) mois** chacune à la date anniversaire de notification, sauf décision expresse de non-reconduction notifiée par l'acheteur au titulaire au plus tard trois mois avant la fin de la durée d'exécution en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Pour les prestations forfaitaires faisant l'objet de la DPGF, un bon de commande sera émis pour la période ferme puis en cas de reconduction pour chaque période reconduite.

Pour les prestations à bons de commande faisant l'objet du BPU, l'accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande selon les besoins du CNRS au cours du marché.

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre, ils seront ensuite révisés chaque semestre à la demande du titulaire, selon les modalités indiquées ci-après.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre (DPGF et BPU) sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés semestriellement à compter de la date de notification du marché, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (I_n/I_o)$$

dans laquelle :

P_n : Prix révisé ;

P_o : Prix initial pour la 1^{ère} révision et prix de la dernière révision pour les révisions suivantes ;

I_n : Valeur de l'index de référence en vigueur au mois de la révision des prix.

I_o : Valeur de l'index de référence en vigueur au mois zéro.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010766545 « **Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.2 - Services de nettoyage** ».

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, la révision définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Le titulaire joindra une copie du tableau de calcul de la révision faisant apparaître les indices appliqués.

Les tarifs révisés et les justificatifs sont adressés par le titulaire au CNRS, par courriel à l'adresse suivant : dr13-exemarche@cnrs.fr. Il convient de mettre en copie l'adresse mail suivante : achatsdr13@dr13.cnrs.fr.

En cas de modification, fusion ou disparition de l'index utilisé pour le calcul de révision du prix, il sera utilisé l'index de substitution (et le cas échéant le coefficient de raccordement) proposé par la circulaire relative à la modification, fusion ou disparition de l'index sans avoir recours à la passation d'un avenant.

Sans proposition de la part du titulaire deux mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre, les prix de l'accord-cadre demeureront inchangés.

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale du marché telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite du marché.

La **clause butoir** s'applique : le CNRS se réserve le droit de limiter l'augmentation moyenne des prix HT à **3% maximum par an**.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat (hors établissements publics de santé) et les collectivités territoriales, leurs établissements publics et les groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

L'option B a été choisie dans le cadre des modalités de règlement des comptes telles que définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les prestations régulières (sur DPGF) feront l'objet d'une facturation mensuelle.

Les prestations ponctuelles (sur BPU) feront l'objet d'une facturation pour chaque commande après exécution des prestations. Pour les commandes d'une durée d'exécution minimale de 3 mois, la facturation sera mensuelle.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Les informations à faire figurer également dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720)
- Le code service exécutant mentionné sur le bon de commande de l'entité CNRS facturée (**MOY1300**)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (ex : **2076L000000**).

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation Chorus Pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant : <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>.

Seront déduites le cas échéant les pénalités prévues dans les pièces contractuelles.

9.3 - Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Bénéficiaire ou à compter de la date d'admission définitive des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du Titulaire, signifiée par le Bénéficiaire concerné par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par télécopie.

En cas de dépassement du délai de paiement, le pouvoir adjudicateur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresses d'exécution :

- Campus Route de Mende (RDM) : 1919, route de Mende, 34293 Montpellier Cedex 5
- Campus Arnaud de Villeneuve (ADV) : 141, rue de la Cardonille, 34094 Montpellier Cedex 5

Notification d'une décision/observation/information

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents du marché.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé de réaliser les prestations conformément à l'article 5.8 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Mise à jour de la liste nominative du personnel :

Le titulaire est tenu de mettre à jour régulièrement la liste nominative du personnel affecté à l'exécution des prestations. Dès qu'une mise à jour a lieu, il est tenu d'en informer immédiatement le CNRS.

Avant la fin de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de communiquer au CNRS la dernière liste mise à jour, s'il en fait la demande.

11 - Clause sociale d'insertion par l'activité économique

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2112-2 à L2112-4 du Code de la commande publique.

Le CNRS a pris en compte la dimension développement durable dans la définition de ce besoin au sens de l'article L2111-1.

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il a été décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion et de promotion de l'emploi.

A défaut de mise en œuvre de cette obligation d'insertion, le titulaire s'expose à l'application de pénalités.

Le détail de cette clause est donné dans l'annexe n°1 du présent CCAP.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Le responsable du CNRS ou son représentant pourra, à tout moment, et sans en référer préalablement au prestataire, procéder inopinément à tous les contrôles qu'il jugera nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations avec les clauses du marché.

Les points jugés lors des contrôles concernent l'ensemble des actions nécessaires (encadrement du personnel, application des consignes, respect des horaires, port de tenue correcte,...) par le prestataire pour mener à bien la prestation objet du marché. Le nombre de ces contrôles ne sera pas limité. L'application de cette méthode de contrôle vise à transcrire la notion subjective d'obligation de résultat, pour les prestations de service, en mesures objectives. Il est expressément entendu que les moyens proposés et mis en place par le titulaire seront en adéquation avec l'obligation de résultat régissant le marché.

L'obligation de résultat des prestations de service est définie dans l'article 3.1.3. du CCTP.

12.2 - Décision après vérification

Les opérations de vérifications se feront conformément aux conditions prévues au CCTP.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

Le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités en cas de non-respect des clauses du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 au CCAG-FCS, toutes les pénalités sont cumulables entre elles (dès lors qu'elles s'appliquent pour des motifs différents) et applicables sans mise en demeure préalable, par simple écrit adressé au titulaire, du seul fait de la constatation du non-respect des obligations prévues à l'accord-cadre.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application des pénalités est sans préjudice de l'exercice par le CNRS de tout autre droit et action en responsabilité, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS relatif aux pénalités de retard, chaque année le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant forfaitaire annuel.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités prévues au marché sont les suivantes :

Motifs	Indicateurs	Montant des pénalités
Absence de coopération avec le nouveau prestataire pendant la période de réversibilité	Sur simple constat du CNRS	250 € / Constat
Non mise à jour annuelle du plan de prévention dans les délais impartis	Sur simple constat du CNRS	125 € / Jour ouvré de retard
Non transmission d'un devis détaillé pour une intervention hors forfait dans les délais impartis	Transmission dans les 4 jours à compter de la demande	50 € / Jour ouvré de retard
Non-respect du délai de réalisation d'une intervention hors forfait	Réalisation d'une intervention dans le délai mentionné sur la commande	100 € / Jour ouvré de retard
Organisation du management		
Non-respect de la remise du rapport annuel dans les délais impartis	Réception 5 jours avant la réunion annuelle	125 € / Jour ouvré de retard

Non-respect de la remise des comptes rendus de réunion dans les délais impartis	Réception sous 5 jours après la date de la réunion	50 € / Compte rendu / Jour ouvré de retard
Non prise en compte des remarques de la précédente réunion	Sur simple constat à chaque réunion	100 € / Remarque non levée
Absence injustifiée d'un représentant du prestataire à chaque réunion, trimestrielle et annuelle, demandée par le MOA	Sur simple constat du CNRS	250 € / Manquement
Confidentialité		
Violation de la clause de confidentialité	Divulgence de documents	250 € / Manquement
Prise en charge du bâtiment		
Non remise de l'état des lieux dans les délais	Remis avant la date de fin de la période de prise en charge	100 € / Jour ouvré de retard
Retard dans la mise à jour éventuelle du document d'organisation avant la date de fin de période de prise en charge	Sur simple constat du CNRS	100 € / Jour ouvré de retard
Non-respect de la mise à jour de l'inventaire des surfaces à chaque ajout ou retrait de surface	Sur simple constat du CNRS	50 € / Constat / Modification
Exploitation - Organisation		
Absence injustifiée aux réunions de contrôle	Sur simple constat du CNRS	150 € / Réunion
Absence de contact avec l'encadrement	Sans réponse au bout de 48h	150 € / Manquement
Absence injustifiée à la revue de contrat trimestrielle	Sur simple constat du CNRS	150 € / Réunion
Non transmission d'actions correctives suite à une visite dans les délais impartis	Sur simple constat du CNRS	150 € / Jour ouvré de retard
Non remplacement ou réparation d'un matériel hors service permettant le nettoyage des locaux	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	150 € / Constat
Absence de feuille d'émargement	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Constat
Exploitation – Moyens humains		
Absence ou retard non justifié(e) d'un agent affecté à la prestation	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Jour ouvré de retard
Absence de tenue de cahier de liaison	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Jour ouvré de retard
Non transmission de la liste des agents de nettoyage dans les délais impartis	Transmission sous 1 mois avant intervention sur site	100 € / Jour ouvré de retard / Constat
Non remplacement d'un agent absent	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Constat
Remplacement inopiné d'un technicien sans information préalable auprès du CNRS	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Constat
Exploitation – Prestations		
Non transmission du calendrier des prestations programmées	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Jour ouvré de retard
Non-respect du calendrier des prestations programmées	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Constat

Non-respect du niveau prestation minimum imposé par BAT (annexe 1)	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	150 € / Constat
Non-respect de l'exécution des prestations programmées	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Constat
Non prise en compte d'une remarque sur le cahier de liaison	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Constat
Casse, perte ou non restitution d'un badge d'accès, ou simple clé	Sur simple constat du CNRS	100 € / Badge ou clé
Absence de signature sur feuille émargement	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	100 € / Constat
Non-respect de la gestion des déchets	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	50 € / Constat
Non-respect de la prestation décapage annuel	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	250 € / Constat
Exploitation – Matériel et consommables		
Absence ou non fonctionnement du matériel pour la réalisation des prestations (mono brosse, auto laveuse, chariots,...)	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	150 € / Jour ouvré de retard / Constat
Changement inopportun du type de consommables sans validation préalable du CNRS	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	500 € / Constat
Rupture dans la fourniture de consommables	Sur simple constat du référent ménage du bâtiment	150 € / Constat
Autres – Travail dissimulé		
Non-respect des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié	Sur simple constat du CNRS	10% du montant TTC de l'accord-cadre
Autres – Non-respect de la clause d'insertion sociale		
Non-respect des obligations relatives à l'insertion sociale	Constat annuel	60 € / Heure d'insertion non réalisée
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion	Suite convocation du CNRS	200 € / Absence
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action	Transmission sous 7 jours après réception de la demande du CNRS	100 € / Jour de retard

15 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra justifier, avant la notification de l'accord-cadre, être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour le CNRS des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoire et doit être maintenue pendant toute la durée du présent marché, elle couvrira entre autres :

- toute faute du titulaire ;
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;

- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché les actes de malveillance, etc.

Sur demande du CNRS, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

Le titulaire devra répondre des dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs et de ses sous-traitants lors de l'exécution des prestations.

16 - Clauses de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, des modifications peuvent être apportées d'un commun accord entre le titulaire et le CNRS, dans les cas suivants :

- Ajout et/ou suppression de prestations au BPU. De nouvelles prestations pourront être ajoutées dès lors qu'elles sont en lien avec l'objet du marché.
Ces modifications pourront être proposées par le titulaire ou par le CNRS.
- Ajout et/ou suppression de bâtiments dans la DPGF. Cette modification pourra être proposée par le CNRS.
- Des modifications provisoires de certaines clauses financières du marché : la périodicité de la révision des prix, la formule de révision, l'index de référence et la clause butoir.

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières listées supra, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner. Il pourra alors geler temporairement la clause butoir et la clause de sauvegarde prévue au CCAP.

L'index de référence utilisé pour le calcul de la révision des prix pourra quant à lui être modifié si le titulaire démontre qu'il existe un index plus représentatif des prestations objet du marché.

Ces modifications pourront être proposées par le titulaire ou par le CNRS.

L'ensemble des modifications apportées à l'accord-cadre, en application du présent article, sera formalisé par voie d'avenant.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-

12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le non-respect par le titulaire des prescriptions de sécurité définies à l'article 4 du présent CCAP pourra entraîner la résiliation du contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les 2 parties seront soumises au Tribunal Administratif de Montpellier auquel les parties donnent attribution de compétence.

Tribunal Administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 Montpellier Cedex 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

19 - Dérogations

Les parties conviennent que, dès lors qu'une dérogation au CCAG-FCS est formulée de manière claire et non équivoque par un article du CCAP ou une autre pièce contractuelle, la circonstance que la dérogation elle-même ou l'article du CCAG-FCS auquel il est dérogé n'est pas mentionné par l'article dérogatoire et/ou récapitulé dans la présente liste ne saurait avoir pour effet d'écarter l'application de cette dérogation.

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 5.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.